

Nouvelle-Zélande

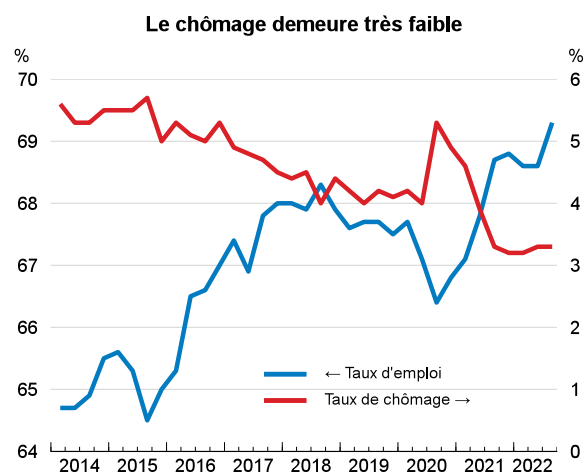
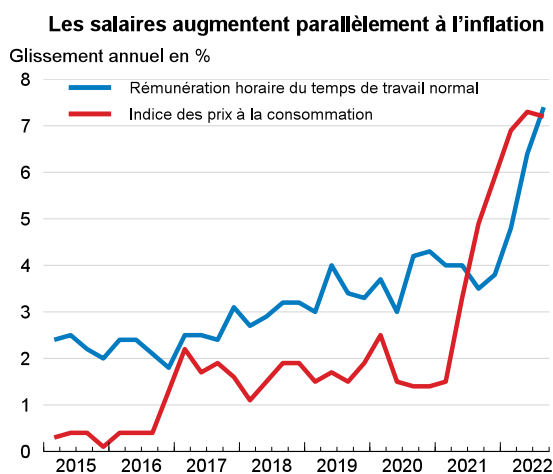
La croissance du PIB réel devrait refluer pour s'établir à 1.0 % en 2023 et à 1.2 % en 2024. La consommation privée faiblira sous l'effet du recul de la croissance de l'emploi et de la hausse du coût du service de la dette hypothécaire. Le durcissement des conditions de crédit et l'affaiblissement de la demande pèseront sur l'investissement des entreprises. Le chômage va augmenter et l'inflation globale diminuer tout au long de la période considérée. Les prix des logements risquent de chuter davantage que prévu, accentuant le repli de l'activité.

Il conviendrait de poursuivre le resserrement de la politique monétaire pour ramener l'inflation au point médian de la fourchette cible de 1-3 %. L'assainissement des finances publiques devrait être mené à bien afin de réduire les tensions inflationnistes et de s'assurer que la Nouvelle-Zélande est en bonne voie pour atteindre son objectif d'excédent de fonctionnement à l'horizon 2025. À plus long terme, la politique budgétaire devrait viser à réduire le ratio dette/PIB pour reconstituer des marges de manœuvre permettant de faire face aux chocs économiques défavorables et aux coûts budgétaires liés au vieillissement de la population. Des réformes de l'éducation, notamment des méthodes d'enseignement, sont nécessaires pour améliorer les résultats scolaires.

La croissance reste vigoureuse et le marché du travail est tendu

Sous l'effet de l'assouplissement progressif des mesures de restriction liées à la pandémie de COVID-19, la croissance s'est redressée. La réouverture des frontières a contribué à une forte augmentation des arrivées de touristes, à des niveaux qui restent toutefois bien inférieurs à ceux d'avant la pandémie. À la suite du rebond consécutif à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie, la consommation privée a ralenti, mais demeure vigoureuse. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est améliorée, après s'être effondrée plus tôt dans l'année, mais elle reste très faible. Le taux d'activité s'est hissé à un niveau record, tandis que le taux de chômage est resté proche de ses points bas historiques. Pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre, le gouvernement a revu à la hausse les plafonds des visas saisonniers et des visas vacances-travail. Les salaires ont fortement augmenté, parallèlement à la hausse des prix à la consommation, qui a atteint au deuxième semestre son plus haut niveau depuis 30 ans en s'établissant à 7.3 %. Après s'être envolés pendant la pandémie, les prix des logements ont diminué de 13 % par rapport au sommet atteint au mois de novembre 2021. Bien que les conséquences directes de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine soient limitées, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières s'est répercutée sur les produits non exportables.

Nouvelle-Zélande



Source : Office statistique de Nouvelle-Zélande (*Statistics New Zealand*).

StatLink  <https://stat.link/p41gqh>

Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009/2010)				
Nouvelle-Zélande						
PIB aux prix du marché	320.2	-1.1	4.8	2.1	1.0	1.2
Consommation privée	183.2	-1.2	6.2	2.4	-0.7	1.0
Consommation publique	59.8	6.9	9.9	7.0	-2.0	-2.0
Formation brute de capital fixe	75.9	-7.0	9.0	2.7	-0.5	1.4
Demande intérieure finale	318.9	-1.1	7.6	3.4	-0.9	0.4
Variation des stocks ¹	1.2	-0.9	1.5	-0.4	0.1	0.0
Demande intérieure totale	320.1	-1.9	9.1	2.9	-0.9	0.4
Exportations de biens et services	87.7	-12.7	-3.6	1.3	8.5	3.8
Importations de biens et services	87.6	-16.0	14.9	3.3	0.1	0.8
Exportations nettes ¹	0.1	0.9	-4.3	-0.6	2.0	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.2	2.9	5.7	4.4	3.1
Indice des prix à la consommation	—	1.7	3.9	7.3	5.2	3.2
IPC sous-jacent ²	—	2.2	3.7	6.0	5.3	3.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.6	3.8	3.3	4.0	4.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	5.8	4.7	0.6	0.2	0.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-7.4	-3.9	-4.9	-3.4	-1.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	42.5	45.7	52.0	54.5	55.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.1	-5.9	-7.9	-6.4	-5.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/fs1vac>

L'orientation des politiques macroéconomiques se durcit

La Banque de réserve de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a commencé à normaliser sa politique monétaire plus tôt que la plupart des autres banques centrales et a relevé le taux officiel de l'argent au jour le jour (OCR, *Official Cash Rate*) de 3.25 points de pourcentage au total au cours de l'année écoulée, pour le porter à 3.5 %. Ce taux devrait continuer d'augmenter pour culminer à 4.75 %, avant d'amorcer une baisse à partir du second semestre de 2024. Le programme de financement du crédit (*Funding for Lending Programme*) de la RBNZ, qui permettait aux banques qui pouvaient y prétendre d'emprunter directement auprès celle-ci au taux officiel de l'argent au jour le jour, prendra fin en décembre, ce qui accentuera les tensions à la hausse sur les taux d'intérêt. Au cours des cinq prochaines années, la RBNZ procédera en outre à la revente des obligations d'État acquises pendant la pandémie. Les rendements des obligations d'État à 10 ans devraient s'établir en moyenne à 5 ½ pour cent sur la période 2023-24.

En mai 2022, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie budgétaire, en vertu de laquelle la Nouvelle-Zélande devrait dégager un léger excédent budgétaire à l'horizon 2025. L'orientation de la politique budgétaire se durcira au cours de la période considérée, à mesure que les aides liées à la pandémie de COVID-19 seront supprimées et que les recettes fiscales augmenteront parallèlement au PIB. Le gouvernement a mis en place un versement ponctuel de 350 NZD pour aider quelque 2.1 millions de personnes à revenu faible ou moyen à faire face au coût croissant de la vie. Les baisses temporaires des droits d'accise sur l'essence, des redevances routières et des tarifs des transports publics instaurées en mars ont été prorogées, mais devraient être supprimées en février 2023.

La croissance va fléchir sous l'effet du resserrement des politiques et de l'incertitude au niveau mondial

La croissance du PIB réel devrait ralentir en 2023, en raison de l'affaiblissement de la demande privée. La hausse du coût du service de la dette et la baisse des revenus réels et des prix des logements freineront la consommation des ménages. Compte tenu de l'assouplissement des contraintes de capacité, du ralentissement de la croissance de la demande intérieure et mondiale et du renchérissement du coût du capital, l'investissement privé va se modérer. Le chômage augmentera progressivement tout au long de la période considérée sous l'effet de la modération de l'activité économique, mais restera faible au regard des niveaux observés par le passé. Les tensions inflationnistes diminueront à mesure que la demande globale ralentira, que les prix de l'énergie se stabiliseront à l'échelle mondiale et que les perturbations des chaînes d'approvisionnement s'atténueront. Les risques de divergence par rapport aux projections sont orientés à la baisse. Un durcissement plus prononcé qu'attendu des conditions monétaires, s'il s'avérait nécessaire pour juguler l'inflation, entraînerait un affaiblissement de la croissance, notamment en accroissant le coût du service de la dette hypothécaire, ce qui accentuerait la baisse des prix des logements et de la consommation. À l'inverse, un assouplissement plus tôt que prévu de la politique « zéro COVID » de la Chine dynamiserait le tourisme néo-zélandais.

Des réformes s'imposent pour améliorer la productivité et assainir les finances publiques à long terme

La banque centrale devrait poursuivre le durcissement de sa politique monétaire pour essayer d'ancrer les anticipations d'inflation et éviter que l'inflation ne s'enracine. Un assainissement des finances publiques permettrait de réduire les tensions qui s'exercent sur la demande et de garantir que la Nouvelle-Zélande soit en bonne voie pour atteindre son objectif d'excédent budgétaire. Si les mesures visant à amortir l'impact du renchérissement de l'énergie sur les ménages venaient à être prorogées, il conviendrait alors de les cibler davantage sur les plus vulnérables. Compte tenu du vieillissement de la population et de l'augmentation des dépenses de santé qui en découle, des mesures structurelles, telles que l'indexation de l'âge d'ouverture des droits à la retraite sur l'espérance de vie, devront être adoptées pour préserver les finances publiques à long terme. L'amélioration de l'enseignement des mathématiques et des sciences à l'école primaire et la promotion de programmes d'apprentissage et de stages dans le domaine du numérique permettraient à la Nouvelle-Zélande de mieux tirer parti de la transition numérique et de renforcer la croissance de la productivité à long terme. Pour atteindre les objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les autorités devront accompagner l'augmentation du prix des émissions de carbone par d'autres mesures, telles qu'une aide au déploiement d'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/43933828-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.